

RÉFORME DU BAC ET SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ

LE TRI SOCIAL EN MARCHÉ !

LE PANNEAU SYNDICAL SUD ÉDUCATION #051 ■ FIN NOVEMBRE 2017

► Lycée, bac, post-bac : une même logique

Le Plan étudiant du gouvernement introduit purement et simplement la sélection à l'entrée à l'université. Individualiser les parcours c'est établir une concurrence entre les élèves et donc accentuer encore la sélection sociale et les inégalités. Il s'articule aux annonces faites par Blanquer au sujet du Bac.

D'une part, le contrôle terminal serait réduit à quatre disciplines. Cela créerait des bacs « territoriaux », et donnerait donc une valeur différente aux bacs de centre-ville et aux bacs estampillés « ZEP ». D'autre part, le Bac ne serait plus la conclusion des études secondaires, et ainsi le premier niveau de qualification ouvrant à des droits dans le monde du travail, mais il serait la porte d'entrée vers la sélection dans le supérieur. Un bac modulaire qui ouvrirait les portes de telle ou telle filière en fonction des modules validés.

Le conseil en orientation est un métier et nécessite des qualifications. Pourtant aujourd'hui cette mission est de plus en plus reléguée aux enseignant-es : le projet prévoit pour cela un-e second-e professeur-e principal-e dans chaque classe de Terminale. Une partie du travail d'orientation et même de sélection reviendrait aux enseignant-es des lycées : accompagnement des élèves dans le choix des filières, avis lors des conseils de classe devenant des conseils d'orientation de fait décisionnels, etc. Outre la surcharge de travail, le rôle des enseignant-es n'est pas de se transformer en auxiliaire de la sélection sociale.

Les conséquences de cette réforme vont être une accentuation du processus de tri social et l'exclusion des classes populaires de l'enseignement supérieur. SUD éducation appelle les personnels à se réunir afin de discuter des modalités d'actions contre ce Plan étudiant qui constitue un recul sans précédents du droit aux études supérieures.

■ Contre le chômage et la précarité

■ La Fédération des syndicats SUD éducation appelle à participer aux marches du 2 décembre 2017 contre le chômage et la précarité.

■ À l'hôpital, dans les transports, dans l'éducation, les besoins en personnels sont criants, alors que le gouvernement annonce 120 000 suppressions de postes dans la Fonction Publique. S'y ajoute le plan de licenciement massif des personnels embauchés en contrat aidé.

■ Le manque de personnels dans l'éducation met à mal le droit à une éducation de qualité sur l'ensemble du territoire. 232 000 personnels ne sont pas titulaires de leur poste, c'est-à-dire 20 % des effectifs.

■ Au final, la charge de travail de tous les personnels titulaires comme non-titulaires ne fait que croître.

■ Mobilisons-nous pour la titularisation de tous les personnels précaires sans condition de concours ni de nationalité, des créations de postes statutaires à hauteur des besoins, la baisse du temps de travail pour toutes et tous !

**NI SÉLECTION
NI TIRAGE AU SORT**

**Une université
ouverte à toutes
et tous**

éducation
SUD Solidaires

**POUR VOUS TENIR
AU COURANT DES LUTTES,
DE L'ACTUALITÉ SYNDICALE :**

WWW.SUDEDUCATION.ORG

Mouvement inter 2018

Barres ➔

Suivis ➔

Infos ➔

